

Original : AY

Kopien : BRF JAC DD KJP SIN SI GRN DY KT LH LA PB  
SRU AJ MA SFR BOD AX WOK CFR WI GWB GH RAE

Kopie nach kenntnisnahme vertraulich vernichten !

HR

windhoek, le 28 mai 1990, 10h00

u r g e n t

0058 hhhh

orig.: secretariat politique  
par data care:ambassades de suisse a harare, pretoria, luanda,  
washington et missions suisses a new york, geneve

en tant que contribution aux preparatifs de l'eventuelle  
visite a berne, debut juin, du premier ministre hage  
geingob, ainsi qu'en vue de l'un donors conference on  
namibia qui se tiendra a new york les 20 et 21 juin  
prochain.

rp no 2: le nouveau-ne balbutiant, et ses rois mages

le 21 mars 1990 est ne le divin enfant de la communaute  
internationale, au nom de "republique de namibie", et ses  
rois mages n'ont eu cesse, depuis lors, de porter sur lui un  
regard admiratif et bienveillant. jouons aux bois, et  
resonnez musettes. mais quel or, encens et myrrne, ces mages  
offriront-ils au nouveau-ne balbutiant, apparemment doue et  
aux bonnes dispositions naturelles, lors de leur  
rassemblement new-yorkais de juin prochain?

1. la namibie est de constitution robuste, largement  
reconnue comme fondamentalement democratique. et ses  
institutions se mettent doucement a fonctionner, bien  
qu'avec un manque de coordination evident.

on savait la swapo (south west africa people's  
organization), mouvement de liberation subitement propulse  
au firmament politique a sa propre surprise, peu preparee a  
prendre en mains les renes du pouvoir; d'une part, les  
cadres qualifies pour gerer un etat lui font notoirement  
defaut, ce qu'elle admet avec modestie innocente, et,  
d'autre part, l'utopie politique dont elle se reclamait  
s'est ebolee, irremediablement semble-t-il, chez ses  
maitres a penser est-europeens, ce dont elle n'est que trop  
consciente. elle a su cependant, et merite lui en vaut,  
compenser cette double vacuite, dans un realisme pragmatique  
pondere, en pronant l'esprit de "reconciliation nationale"  
et en sollicitant avis, conseils et expertise autant  
d'etats-modeles que d'organisations internationales  
d'experience.

le president sam nujoma en tete, mais aussi bon nombre de  
ses ministres, se sont engages deciderement sur la voie de la  
reconciliation nationale. il n'en pourrait aller, a vrai  
dire, differemment, et ce ne sont pas la que des mots. la  
communaute blanche, elite d'une ere coloniale revolue, est



instamment prie de contribuer loyalement a l'effort de reconstruction nationale, que ce soit dans les cercles economiques ou dans les arcanes de l'administration. tant les anciens plan-fighters que les koevoets de triste memoire sont patiemment integres, non sans frictions d'ailleurs, dans la nouvelle police namibienne en gestation.

si la realisation des promesses electorales de la swapo (education, sante, logement, etc.) ne pointe deja a l'horizon des intentions gouvernementales, le budget n'ayant pas encore ete soumis au parlement, du moins peut-on prevoir un gonflement de l'administration par l'adjonction de fonctionnaires noirs et metisses, creation artificielle d'emplois dont le president nujoma a annonce que le cout serait eleve. une partie de l'electorat en sera satisfaite. la communaute blanche, pour sa part, peut se rassurer en constatant que deux ministeres parmi les plus importants, les finances (le budget en depend) et l'agriculture (lorsque l'on vise a l'auto-suffisance alimentaire), ont ete confies a deux des leurs.

le gouvernement ainsi temporise, ne brusque rien. sa prudence, appreciee par les organisations internationales et par l'onu en particulier, scrutee par les investisseurs potentiels etrangers, n'a pourtant pas l'heur de plaire au leadership du parti swapo pour qui les mesures gouvernementales de nature sociale, prises a ce jour, ne correspondent de loin pas a son attente impatiente. les premieres tensions, subtiles mais manifestes, entre le gouvernement et son parti d'origine, sont clairement apparues lors des ceremonies du 1er mai, fiasco indubitable pour le mouvement ouvrier namibien.

2. le cabinet, ses ministres et leurs departements, s'organisent, se structurent, esquissent a tous vents un programme gouvernemental. sur le plan des structures, certains ministeres etaient a creer de toutes pieces. l'administration sud-africaine a pretoria ayant jalousement dispose du pouvoir exclusif dans leurs domaines respectifs, ainsi en allait-il, par exemple, du ministere des affaires etrangeres, encore embryonnaire: la premiere volee de candidats diplomates entreprend aujourd'hui son cours de formation. sur le plan de la politique gouvernementale, les declarations ministerielles publiques abondent, mais souvent se contredisent entre departements aux proches competences... revelant ainsi, au mieux un manque de coordination, au pire une carence de ligne de conduite, de nature a preoccuper les cercles economiques.

toute clarification a cet egard, quant aux priorites gouvernementales et a leur financement, est promise pour la donors conference on namibia qui se tiendra, au siege des nations unies a new york, les 20 et 21 juin prochain.

3. quant aux autres pouvoirs, ils se constituent au gre des ressources financieres et en personnel a leur disposition. le parlement a tenu sa seance d'ouverture solennelle le 15 mai, et vient de s'atteler a la tache legislative sur la base de divers projets de lois qui lui ont ete soumis. la qualite d'opposition officielle a ete reconnue a la ata, laquelle, par l'esprit constructif, s'est imposee de payer visites de courtoisie ou de travail d'abord au president lui-meme (l'entretiens tres positifs, a-t-il commente), puis a chacun de ses ministres.

le judiciaire est bien en peine de se former, le supreme judge berker deplorant une grave penurie de juristes entendus, l'insuffisance de locaux adequats, l'inexistence de bibliotheques specialisees; pour celles-ci il sollicite l'assistance du commonwealth, et pour ceux-la il se met en quete de confreres zimbabweens.

les mass media, en tant que quatrieme pouvoir, ont subi un ravalement de facade (nouvelle denomination: namibian broadcasting corporation/nbc), quelques changements dans le personnel dirigeant, mais guere d'alteration dans leur politique. le gouvernement leur reconnait une totale independance, mais le ministre de l'information, ancien plan-fighter que la notion de liberte de l'information derange, a d'ores et deja etabli une agence officielle de presse (namibia press agency/nampa), s'inspirant en cela des conseils empressees de ses collegues de l'oua.

4. les structures institutionnelles se mettent donc en place, lentement mais surement, avec l'aide de l'etranger. on ne peut y deceler aucune precipitation revolutionnaire. mais cela ne suffit pas au bon fonctionnement d'une vraie democratie, basee sur la consultation des groupes de pression interesses a prendre part au processus de decision gouvernemental.

et, dans ce domaine, par suite vraisemblablement d'une gestion coloniale a la recherche constante de controles politiques et sociaux pour garantir sa suprematie, la namibie est assurement sous-developpee. le gouvernement, bien intentionne, donne par-ci, par-la, des impulsions meritoires. il organise, tantot seminaires de reflexion reserves aux hommes de profession, tantot debats publics ouverts a tous venants; le ministre ben amathila, du trade and industry, a convoque un seminaire sur les "economic realities" sponsorise par la standard bank, de son cote son ex-epouse libertine, du local government and housing, a fait de meme en matiere de politique du logement, ces exemples ne sont pas uniques.

lorsque les vannes de la democratie s'entrouvrent, le flux souvent devient irresistible. et c'est ainsi que, en quelques semaines, sont apparus et foisonnent, portant en eux les espoirs de secteurs sociaux tres specifiques, d'innombrables mouvements, associations, unions, aux ambitions inattendues pour un pays a ce niveau de developpement. "teachers' union of namibia", "namibian information workers' association", "namibia student education movement", "women of namibia", "association for the disabled", "farmworkers' union", "domestic workers' union", "arts council", etc. sont les plus recents rejetons de la democratie namibienne, prêts a bondir dans l'arene politique pour rattraper, au plus vite, les annees perdues sous le regime de l'apartheid.

cette jeune democratie se cherche, et elle se trouve. saura-t-elle, aussi vite, apprendre et respecter les regles du jeu democratique?

5. tout n'est pourtant pas rose dans ce tableau peint a grands traits. certaines deficiences sont evidentes, et dangereuses pour l'avenir, dans le domaine de la loi et de l'ordre notamment. de fait, les rapports neboomadaires de la

- 4 -

police namibienne font état d'une dégradation très nette en matière de sécurité, vols de bétail dans les zones rurales, détournements, vols avec effraction, viols, dans les

centres urbains, braconnage dans les parcs nationaux, où les éléphants y laissent leurs défenses, et les rhinocéros leurs cornes.

certes, l'ancien contingent policier kenyan de l'untag demeure en Namibie, sur la base d'un accord bilatéral avec le Kenya et à titre provisoire, mais l'opposition parlementaire s'est insurgée contre cette mesure important atteinte à la souveraineté nouvellement conquise. L'armée namibienne, quant à elle, ne peut être mise en action car encore inexistante; dans ce secteur, il reviendra aux britanniques - comme ils en ont l'expérience dans divers pays d'Afrique australe, et suite à une requête expresse des autorités namibiennes - de proposer les structures d'un futur ministère de la défense, et d'en former les premiers bataillons.

face aux carences actuelles, difficiles à combler promptement, dans ce secteur de la sécurité, la police namibienne a pris, pour l'heure, l'initiative de lancer une campagne de soutien populaire en sa faveur (''support your new namibian police''), voire à inciter aux dénonciations (''inform your police about your neighbours' unlicensed weapons''). mais une telle campagne risque fort de rester vaine pour longtemps.

6. en matière de politique économique et financière, à l'instar des procédés appliqués pour les structures politiques, le gouvernement a d'ores et déjà fait appel à toutes les bonnes volontés internationales disponibles, pour le conseiller et le guider dans la voie du succès. la Banque mondiale se charge ainsi d'une étude globale, objective, de la situation économique présente, le pnud élabore, quant à lui, des recommandations de développement, compatibles avec

les futures priorités que le gouvernement se fixera, le pnud encore s'adonne à une étude sur les incidences d'une déclaration de zone économique exclusive de 200 miles marins (en fait, le projet de loi, soutenu par toutes les formations politiques, a passé aisément le cap du second débat parlementaire), le commonwealth met des experts à disposition pour concevoir de nouveaux arrangements fiscaux avec les entreprises minières (probable obligation de réinvestissement local de la plus grande partie des bénéfices réalisés en Namibie), l'oua est aussi sollicitée dans ce domaine, bien que l'expérience économique de ses membres ne soit guère concluante.

par ailleurs, un projet de loi sur la création d'une banque nationale est à l'étude, une nouvelle monnaie nationale est envisagée pour 1993, un code des investissements est sur le métier alors que les investisseurs étrangers attendent d'en prendre connaissance du contenu avec intérêt si ce n'est impatience.

quant à des négociations proprement dites, l'on sait que les premiers contacts ont été établis avec la commission de Bruxelles, en vue de l'adhésion de la Namibie à la convention de Lomé.

- 5 -

ainsi en dépit des apparences, tout bouge dans la nouvelle administration, mais sans précipitation excessive ni, surtout, fanfaronnades indues.

7. en politique étrangère, par contre, tout a été très vite à l'égard des organisations internationales (dont la Namibie, on l'a vu, sait tirer des avantages très concrets): depuis son accession à l'indépendance, la République de Namibie est successivement devenue membre du SADC (mars), du Commonwealth (mars), de l'Oua (avril), de l'Onu (avril), et des front-line states (mai), son appartenance aux non-alignés n'est qu'une question de temps.

sur le plan des relations bilatérales, elle a démontré des dispositions bienveillantes envers l'Afrique du sud (il n'est plus guère question de Walvis Bay ces temps-ci, et le gouvernement, se refusant pourtant à jouer plaque tournante, admet n'être pas en mesure d'imposer des sanctions économiques vu l'état de dépendance presque totale de l'économie namibienne au regard de son puissant voisin): mes collègues sud-africains affichent une entière satisfaction à ce sujet. en ce qui concerne l'Angola, la Namibie en fera un solide point d'appui politique (le président Nujoma s'est assuré d'ailleurs que mon collègue angolais soit le doyen du corps diplomatique), ainsi qu'un partenaire économique privilégié (échanges déjà intervenus de missions économiques, discussions en cours pour la construction en commun d'une centrale hydro-électrique sur le fleuve Cunene), en définitive, seul Israël, au banc des accusés, n'a pas été officiellement invité aux cérémonies de l'indépendance.

8. la Suisse, pour sa part, ayant proposé dès l'indépendance l'établissement de relations diplomatiques et consulaires entre les deux états, et suite à l'agrément namibien d'y procéder, a transformé son bureau de liaison de Windhoek (ouvert en avril 1989, aussi pour superviser la Swiss Med et les observateurs électoraux dépechés en Namibie pour les élections de novembre) en consulat général, le 24 avril 1990, sous l'autorité de l'ambassade de Suisse au Zimbabwe.

les relations bilatérales ont pris un premier essor par le lancement d'un projet humanitaire, au Bushmanland (dans le nord du pays), centre sur le secteur de la santé, des soins primaires et de la formation de personnel médical, cela sous les auspices du corps en cas de catastrophes. d'autre part, la radio suisse romande étudie sérieusement, dans le cadre du 700<sup>e</sup> anniversaire de la confédération, l'établissement d'un "pont radiophonique" entre la Suisse et le Bushmanland, soit entre deux sociétés aux niveaux de développement politique, économique et social, foncièrement opposés: l'ère de la technologie avancée face aux temps de la chasse-cueillette.

9. la République de Namibie, dans son berceau fleuri, apparaît certes bien fragile, ses institutions politiques doivent encore être affermissées et démontrer, à l'épreuve des faits, leur authenticité et leur efficacité. la "réconciliation nationale", entre ses onze communautés ethniques, est un objectif ambitieux dont la réalisation semble lointaine. son développement économique, qui doit se libérer - en partie tout au moins - de la coupe sud-africaine, n'est pas garanti. ses ressources

- 6 -

budgetaires, pour financer notamment de vastes projets sociaux dont l'urgence est indéniable, sont affaiblies par le tarissement des capitaux sud-africains et le manque à gagner créé par le retrait de l'untag. dans cette conjoncture incertaine, on comprend des lors la réserve dont font preuve tant les cercles économiques locaux que les grands investisseurs étrangers.

le pari joué par le gouvernement est relativement facile à déceler: ceux qui ont engendré le divin enfant, assisté à sa naissance, doivent reconnaître, et accepter, leurs responsabilités pour la suite de sa croissance. et les regards, pleins d'espoirs, se tournent alors vers new york ou, à mi-juin, les rois mages des nations unies se feront guider par l'étoile namibienne: se présenteront-ils les mains vides, ou débordantes de cadeaux?  
gruber

consulat